

Ateliers économie circulaire 2018

Atelier 2 : Comprendre et susciter la transition – 16 octobre 2018

Derk Loorbach, professeur à l'université d'Erasme et directeur du DRIFT

Avis de non-responsabilité : Les propos tenus dans cette présente note n'engagent que l'auteur et non pas le SPF santé publique, sécurité de la chaîne alimentaire et environnement.

Table des matières

Transition vers une Economie Circulaire : dilemmes et opportunités	1
1. Introduction.....	1
2. La problématique persistante de notre modèle économique actuel	2
3. Mise en place de la transition ?.....	2
4. Vers où va cette transition ?.....	3
4.1 Philosophie d'orientation pour l'économie circulaire ?	4

Transition vers une Economie Circulaire : dilemmes et opportunités

1. Introduction

La manière dont nous produisons et consommons s'est, depuis la révolution industrielle, transformée en un processus linéaire depuis l'extraction des matières premières à la production de déchets et leur mise en décharge ou incinération. Des concepts économiques alternatifs sont apparus dans les années 90 en réponse au problème des déchets et à la pénurie de matières premières. Nous les connaissons aujourd'hui sous l'appellation d'économie circulaire. L'économie circulaire représente la promesse d'une alternative durable à l'économie 'linéaire' actuelle take – make – use – waste, vers une économie dans laquelle les déchets n'existent plus et où l'échelle optimale pour une utilisation efficace, économe et non gaspilleuse de matières premières est réalisée à divers niveaux dans notre économie. Dans une économie circulaire, toutes les ressources renouvelables retournent, après utilisation, dans l'environnement en tant que substances biologiques (déchet=nourriture, à condition de ne pas être pollué) et les matières premières non renouvelables continuent d'être (ré)utilisées dans l'économie en tant que matières premières techniques. Là où dans la pratique, cela se traduit souvent dans le recyclage, l'économie circulaire implique également, dans une perspective de transition, un changement fondamental au niveau régime : le cadre institutionnel, juridique, économique, culturel et technologique dans lequel l'économie fonctionne. Dans cette courte note, j'esquisse tout d'abord la perspective de transition vers une économie circulaire et formule ensuite un certain nombre de réflexions et de défis relatifs aux avancées.

2. La problématique persistante de notre modèle économique actuel

Avant la révolution industrielle et l'apparition de nouveaux matériaux, il y avait dans une plus large mesure une économie circulaire, parce que l'extraction de nouvelles matières premières était plus onéreuse que la réutilisation de matières premières existantes. Avec la révolution industrielle, une production et consommation (de masse) à grande échelle est devenue possible, ce qui a accéléré la société de consommation, après la Seconde Guerre mondiale, avec la mondialisation de l'économie. Cela a été inspiré par diverses évolutions historiques comme l'engrais dans l'agriculture, la découverte de gisements pétroliers et l'introduction du béton et de matières plastiques. Le transport maritime à grande échelle a permis de transporter des matériaux partout dans le monde à des coûts très bas. Les matières premières ont ainsi pu être extraites de façon encore plus efficace et à plus grande échelle. Les matières premières secondaires et la réutilisation de produits n'ont dans beaucoup de cas plus pu rivaliser avec le fait de recréer un produit au départ de matières premières 'vierges'. Un aspect de ce mouvement historique est que la production et la consommation se sont retrouvées déconnectées, et que des deux côtés, une dynamique de croissance, optimisation et économies d'échelle et efficacité croissante a été recherchée.

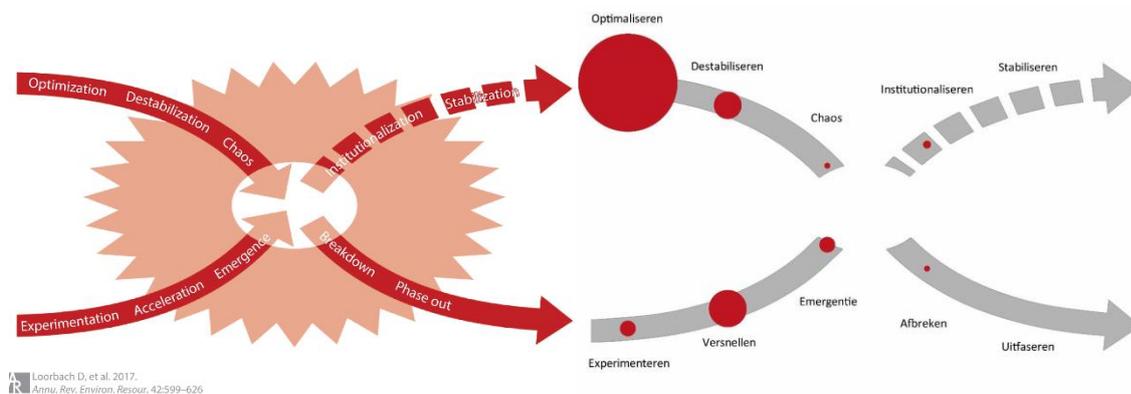
Dans le même temps, des voix et opinions divergentes se sont fait entendre en provenance de gens et de parties qui expérimentent des visions, structures et pratiques radicalement différentes. Pensons par exemple au Club de Rome, au Rapport Bruntland, au discours plus récent de Planetary Boundaries, etc. Ceci a entraîné depuis les années quatre-vingt une sensibilisation croissante autour de la durabilité et du changement climatique, et la naissance d'une politique environnementale et de développement durable. Des objectifs en matière de durabilité et mesures en matière d'éco-efficience ont été mis en œuvre afin de limiter les effets négatifs de l'économie linéaire, comme RSE, l'échelle de Lansink et l'introduction du recyclage et de l'incinération des déchets avec récupération d'énergie. Les aspects négatifs de ce mode de production et de consommation sont généralement abordés par l'amélioration du système existant, l'économie linéaire. Pensons par exemple aux villes toujours plus propres, à la réduction des émissions, aux formes plus efficaces de collecte et de tri des déchets, ainsi qu'au fait de stimuler la prise de conscience et responsabilité des consommateurs et producteurs.

3. Mise en place de la transition ?

L'économie linéaire est fermement ancrée dans des structures, une culture et des habitudes sociales. En termes de transition, nous parlons ici d'un régime : la façon commune de penser, travailler et organiser qui s'est développée durant des décennies et où, à terme, les dépendances historiques et effets de lock-in laissent de moins en moins de marge d'amélioration et où survient de plus en plus une vulnérabilité à la dérégulation. Une grande partie de la législation et réglementation actuelle est basée sur la perception linéaire comme la taxation élevée sur le travail et la faible taxation sur la production, et se met dans la pratique encore souvent en travers du changement. La culture dominante est alimentée par la consommation, dans laquelle la production et la consommation de biens se voient récompensés par le chiffre d'affaires et la valorisation. Et les matières premières se retrouvent au bout du compte dans l'incinérateur à déchets. L'accent est mis ici sur les profits à court terme, les charges négatives, sociales et écologiques, étant laissées au futur et à la société dans son ensemble. Dans la pratique, nous retrouvons par exemple ceci dans la responsabilité des pouvoirs locaux en matière de collecte et de traitement des déchets. Si nous ramenons ceci à l'urgence sociale croissante autour d'une diminution radicale de la pression des matières premières, la réduction des émissions, de nouvelles opportunités en matière de données, technologies et modèles commerciaux ayant un impact écologique positif, il en résulte une pression croissante sur et au sein du régime actuel.

Cette fragilité peut entraîner une transition chaotique et imprévisible : l'évolution vers un nouveau régime dans un délai relativement court.

Dans les schémas ci-dessous, la dynamique des transitions et la situation actuelle de la transition d'une économie linéaire vers une économie circulaire sont représentées. Le schéma de gauche décrit les transitions en tant que processus de construction et de destruction qui se renforcent mutuellement : des alternatives progressivement meilleures, moins chères et plus sociales qui sont apportées se raccordent progressivement à des éléments de régimes en place qui se retrouvent mis sous pression, se déstabilisent et se transforment finalement de façon saccadée et chaotique en de nouvelles structures. La transition vers une économie circulaire est, par rapport à la transition énergétique et celle en matière de mobilité, encore moins développée. Il y a certes beaucoup d'attention politique et un tas d'innovations au niveau des produits et services. Mais on ne peut pas encore parler de réelle déstabilisation et dérégulation.



4. Vers où va cette transition ?

La transition vers une économie circulaire est une ambition rapidement adoptée par les pouvoirs publics et les entreprises, mais n'est dans la pratique pas encore réellement arrivée à la phase de changement disruptif de système. Ainsi, il n'est même pas encore question du tout de transition, seulement d'une *volonté de transition*. Un meilleur point de départ consiste par conséquent à constater qu'il y a bien certains signes du fait que nous nous éloignons d'une économie organisée de façon linéaire, fossile et centrale. La base pour la transition EC consiste encore essentiellement en des produits, modèles économiques et une grande diversité d'ambitions. Dans ce contexte, la constitution de plans de transition au sein de et avec différents secteurs constitue une belle avancée : mise en commun d'ambitions, rationalisation de stratégies d'innovation et formulation d'interventions (politiques) ciblées pour concrétiser une accélération. Nous savons en même temps de la théorie de la transition et d'expériences précédentes en matière de politique de transition comme pour la transition énergétique que, dans ce contexte, la dynamique sociale plus large disparaît très vite de l'image et que l'attention politique est surtout accordée envers cette construction et la partie qui peut être 'réglée' et que de réels changements radicaux se trouvent entre-temps dans une impasse mais également que la politique régulière dans d'autres domaines continue de contribuer à une économie, dans ce cas linéaire. Outre la constitution de plans de transition, il faudrait par conséquent réfléchir de façon

beaucoup plus systématique à continuer à alimenter et inspirer une dynamique sociale plus large contribuant à la transition EC. Cela a autant à voir avec le contenu qu'avec la philosophie d'orientation.

Sur le plan du contenu, les déclarations continuent à refléter les valeurs et objectifs fondamentaux auxquels la transition EC doit contribuer. Est-ce surtout la sécurité des matériaux, la réduction des déchets et le maintien de valeur économique ? Ou cela devrait-il tout de même aussi concerner les contributions à la biodiversité, à l'économie régionale, à la viabilité financière et à la démocratisation ? Le potentiel d'une transition EC est énorme, mais inévitablement, au départ de la politique d'innovation et de l'esprit d'entreprise, l'accent sera mis sur le court terme et sur les problèmes et solutions tangibles. Afin de permettre à ces valeurs plus larges de faire également partie de la transition EC, une discussion et une implication plus larges d'un autre type d'acteurs sont nécessaires. Et cela demande au final également d'autres images, inspirations et interventions à court terme. Mais cela a également du sens pour le cadre que les pouvoirs publics posent pour la transition.

En termes de philosophie d'orientation, cela a également du sens. Il faudra également investir, outre sur l'innovation et la construction avec les parties existantes et de manière ciblée, sur les changements institutionnels dont à la fois le marché et la politique font partie. La logique de l'économie circulaire est par définition autre que l'actuelle et tellement naturelle logique linéaire. Cela demandera d'autres conditions et un autre cadre juridiques, économiques, organisationnels et infrastructurels. Cette nouvelle logique ne peut pas être imposée ou planifiée, mais doit résulter de pratiques expérimentales. Outre l'organisation de processus de transition, il faudra donc chercher expressément à intégrer ces nouvelles pratiques qui correspondent à la vision pour, partant de cela, œuvrer à de nouvelles institutions. En apprenant, essayant pour progressivement étendre et institutionnaliser. Plus largement, il s'agit donc de se faire une meilleure idée et d'intégrer le cadre au sein duquel les acteurs économiques et de la société eux-mêmes et ensemble peuvent découvrir l'économie circulaire et lui donner forme.

Cela nécessite avant toute chose une ambition forte et radicale sur le plus long terme. Un ensemble de fondements et principes devant guider les investissements dans cette transition et offrant un cadre d'évaluation pour les actions à court terme. Cela implique au moins une vision plus large que dirigée exclusivement sur la (ré)utilisation de matières premières, mais également sur la (re-)conception, une consommation réduite, la nature et la biodiversité, le climat, et l'énergie. Nous n'y arrivons pas uniquement avec d'autres projets ou matériaux, mais soyez conscients que les secteurs tournent à des vitesses différentes et que chaque secteur ne peut pas être 100% circulaire. Les changements peuvent par exemple intervenir rapidement pour les biens de consommation, et non dans la construction ou la chimie. Un accent trop prononcé sur les seules matières premières peut également de nouveau entraîner un nouveau lock-in. La commercialisation et le transport des matières premières deviennent dans ce cas le nouveau modèle de rémunération et l'aspect circulaire cesse d'être l'objectif. Se présente ici un risque de repositionner la biodiversité et la nature comme un 'problème'. Il est précisément également possible de les considérer comme une partie de la solution au lieu du problème qui doit être résolu. Utilisons les solutions que la nature peut offrir et réfléchissons à la manière dont nous pouvons l'organiser de façon à ce qu'elle nous fournisse ce dont nous avons besoin, par exemple la capacité de reconstruction.

4.1 Philosophie d'orientation pour l'économie circulaire ?

Le mix d'orientation qui représente la gouvernance de la transition est axé sur des mesures concrètes dans trois dimensions :

- A. Construction : le développement de nouvelles structures, modèles organisationnels, technologies, comportements et pensées autour de l'économie circulaire

- B. Avancement : l'analyse critique et l'adaptation des règles existantes, instruments, infrastructures afin de faciliter ainsi la transition de façon plus systématique au lieu de continuer à reconfirmer de façon implicite des régimes existants
- C. Achèvement : identifier les pratiques non désirées dans l'économie linéaire et développer leur suppression progressive méthodique, y compris pour éliminer les résistances. Ciblé par exemple sur l'incinération des déchets, l'autorisation de certains flux, la suppression de la dépendance vis-à-vis des importations et de l'utilisation de certains matériaux (substances toxiques).

Afin de permettre un tel mix d'orientation, une forme sélective d'orientation réseau est nécessaire. Le management de transition représente donc également le fait de parvenir, au départ de niches et d'innovateurs au niveau du régime, au moyen de processus d'élaboration d'idées communes et de backcasting à des plans en matière d'avancée et expériences en matière de transition. Au départ de cette philosophie, le Plan C a un jour vu le jour en Flandre. « Vlaanderen Circulair » est à présent issue de celui-ci. Ici et autour de ceci, une quantité impressionnante de points de vue et de nouvelles pratiques sont nées, qui se trouvent toutefois encore toujours au niveau niche. Le défi consistant à traduire les enseignements tirés tant dans l'adaptation des règles et du cadre établi, qu'à supprimer les obstacles concrets de manière ciblée.

On ne peut nier qu'il s'agit là d'un processus éminemment politique. Notre niveau de bien-être actuel est directement lié à l'économie linéaire et le parcours réel d'une transition souhaitée s'avérera menaçant pour beaucoup de parties. Celle-ci semble pourtant inévitable, et à terme extrêmement prometteuse : une économie qui se meut dans des limites écologiques et fait circuler au maximum la valeur dans le contexte local et régional est finalement la plus durable et susceptible d'être maintenue. C'est par conséquent la tâche principale des pouvoirs publics d'être, dans le processus qui se déroulera dans les décennies à venir, critiques quant au propre rôle et aux responsabilités relatifs au maintien du régime actuel, de soutenir les conditions pour un développement rapide de pratiques, visions et modèles alternatifs, et de s'attaquer progressivement de manière proactive aux dilemmes et tensions qui surgissent.